

Accords de branche « Energie/CO2 » avec les secteurs industriels wallons

Rapport public concernant l'année 2018

Août 2022

TABLE DES MATIERES

Contexte	3
Résultats 2018	5
A. Consommations d'énergie primaire et émissions de CO2	6
B. Emissions de CO2	8
C. Indices d'amélioration de l'efficacité énergétique (AEE) et d'amélioration de la réduction d'émissions de CO2 (ACO2)	9
D. Estimation des investissements et des contreparties financières	17
Investissements	17
Réduction certificats verts (CV)	18
Exonération partielle de la surcharge « CV wallons »	20
Réduction des cotisations fédérales sur l'électricité et le gaz naturel	20
Réduction des accises sur le gaz naturel	21
Subsides pour les études	21
Tableau de synthèse générale pour 2019	22
E. Indices FSER et FdSER, études de préfaisabilité et de faisabilité renouvelables	23
Indices FSER et FdSER	23
Etudes de faisabilité renouvelables	24
F. Mapping CO2	25

Contexte

La politique énergétique industrielle est principalement axée sur la conclusion d'accords volontaires dits « accords de branche » entre la Wallonie et les fédérations industrielles. Ces accords trouvent leur fondement juridique dans le code de l'environnement.

Selon les termes de ces accords, publiés en intégralité sur le site portail de l'énergie, les secteurs s'engagent individuellement sur un objectif d'amélioration de leur efficacité en énergie et en CO₂ sur la période 2005-2020.

Durant ces accords, la Wallonie s'engage à ne pas imposer par voie réglementaire des exigences supplémentaires en matière d'énergie et de réduction d'émissions de CO₂ aux entreprises contractantes. Elle s'engage également à en défendre le principe auprès des autorités fédérales et européennes.

Les entreprises adhèrent volontairement à un accord de branche. Elles y trouvent les avantages suivants qui, *in fine*, apportent une réduction de leurs coûts d'exploitation et une amélioration de leur compétitivité.

- Une meilleure connaissance de leurs flux énergétiques via un audit subsidié mené sur les installations intégrées au périmètre de leur(s) entité(s) ;
- Une visibilité à long terme en matière de programmes d'investissements spécifiquement liés à l'énergie et au CO₂ ;
- Un contact régulier avec les administrations et le pouvoir politique ;
- Le plafonnement de leur contribution au mécanisme des Certificats Verts ;
- Une ristourne complémentaire à la réduction accordée aux entreprises concernant la surcharge certificats verts dans le cadre du rachat garanti par Elia ;
- Un plafonnement progressif des cotisations fédérales sur l'électricité et le gaz naturel ;
- L'accès aux subsides AMURE pour l'audit global et l'audit de suivi annuel ainsi qu'aux études de pertinence, même pour les grandes entreprises (ces audits couvrant l'obligation légale) ;
- La subside d'une étude de faisabilité de l'exploitation de sources d'énergie renouvelable.

Pour sa part, la Wallonie est assurée :

- D'un effort substantiel, objectivement mesuré et supérieur au *Business as Usual*, en matière d'amélioration de l'efficacité en énergie et en CO₂, les investissements identifiés servant à construire les objectifs sont ceux sans difficultés apparentes et présentant un temps de retour simple inférieur ou égal à 5 ans¹;
- De la contribution du secteur industriel à ses engagements européens.

Les accords prévoient en outre les deux obligations d'études suivantes avec des échéances précises :

- Celle de réaliser le scan (pré-étude très simplifiée) de la possibilité d'implantation de neuf filières renouvelables, puis d'effectuer une étude de préfaisabilité de trois de ces neuf filières et enfin d'étudier la faisabilité de la filière offrant le meilleur rendement ou celle donnant une indépendance énergétique accrue ;
- Celle d'effectuer un mapping CO₂ sur l'ensemble du cycle de vie des produits ou d'un bilan carbone du site industriel, avec l'identification des 3 postes les plus émetteurs de CO₂. A la suite, les industriels devront réfléchir, éventuellement avec leurs partenaires, fournisseurs et clients, sur les actions à prendre pour réduire leur empreinte environnementale sur ces 3 postes identifiés parmi lesquels le poste « transport » est imposé.

L'ensemble de la démarche « accord de branche » est consignée dans une note méthodologique disponible, elle aussi, sur le site portail de l'énergie. Cette méthodologie décrit la manière de fixer les objectifs individuels des entreprises, les objectifs consolidés des fédérations, les indicateurs de suivi, le mapping CO₂, la roadmap 2050, les canevas de rapportage, etc.

Le texte des accords prévoit que le Gouvernement, le Parlement, le CESE (Conseil Economique Social Environnemental de la Wallonie), le CWEDD (Conseil Wallon Environnement Développement Durable) ainsi que le grand public soient régulièrement informés de l'état d'avancement du processus. Les secteurs engagés dans les accords ont, de commun accord, décidé que cette communication serait annuelle.

Le présent document constitue donc le rapport annuel sur les résultats obtenus par le mécanisme en 2018. Après un aperçu global, il comporte une synthèse de l'évolution de l'efficacité en énergie et en CO₂ de chaque secteur. Il s'agit du 6^{ème} rapport de suivi permettant de visualiser, notamment, la progression des objectifs contractuels (le premier portant sur l'année 2013, année de transition entre les accords de branche de première et de deuxième génération).

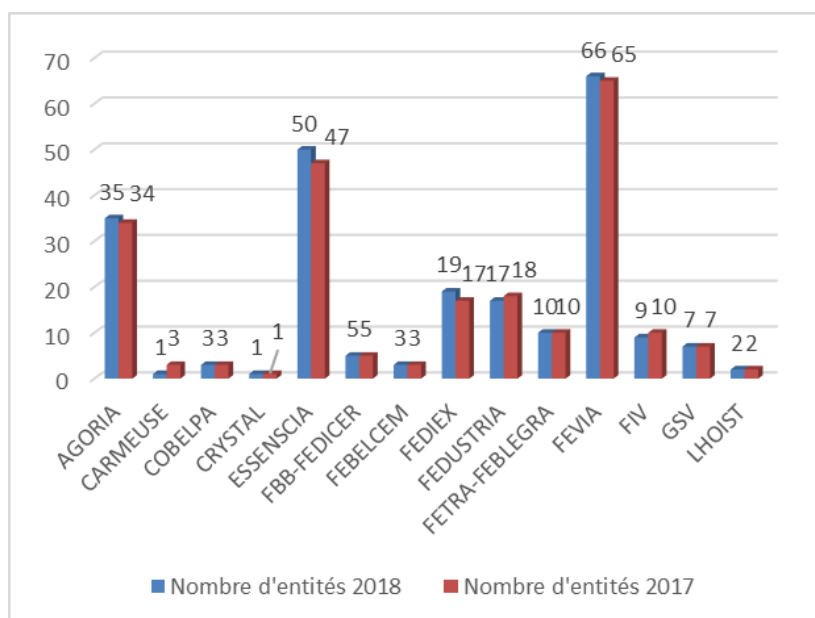
¹ Alors qu'en l'absence d'accord, le critère de rentabilité des projets d'investissement est souvent limité à 2 ans

Résultats 2018

En 2018, 14 fédérations contribuent à l'efficacité énergétique et à la réduction des émissions de CO₂ de 228 de leurs membres :

Fédération	Secteurs	Nombre d'entités 2018	Nombre d'entités 2017
AGORIA	Technologique	35	34
CARMEUSE	Chaux	1	3
COBELPA	Pâte à papier et papier	3	3
CRYSTAL	Datacenter	1	1
ESSENSCIA	Chimie	50	47
FBB-FEDICER	Briques et céramiques	5	5
FEBELCEM	Ciment	3	3
FEDIEX	Carrières	19	17
FEDUSTRIA	Textile, bois et ameublement	17	18
FETRA-FEBELGRA	Imprimerie	10	10
FEVIA	Agroalimentaire	66	65
FIV	Verre	9	10
GSV	Acier	7	7
LHOIST	Chaux	2	2
Wallonie		228	225

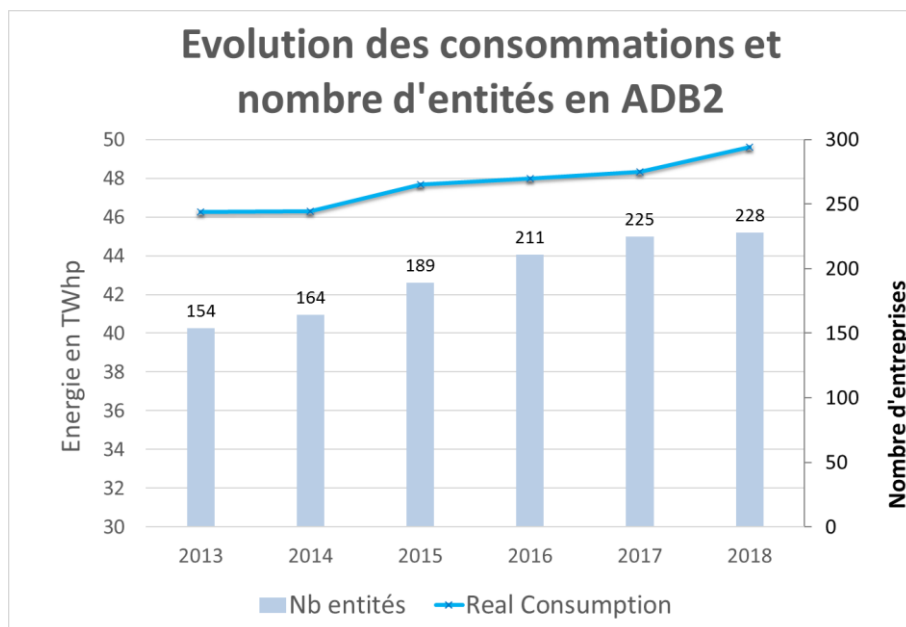
Nous constatons que plusieurs fédérations ont accueilli des entreprises en 2018, d'autres ont vu leur nombre d'entreprises se réduire. Une correction a été effectuée pour Carmeuse suite au constat d'une confusion entre l'entité engagée contractuellement dans l'accord et les 3 sites de production.



Ces fédérations représentent ensemble 94,5% des consommations énergétiques finales du secteur industriel.

La consommation finale de nos AdB2 s'élève à 37,7 TWhf en 2018. Notons que cette valeur est probablement un peu surestimée car le secteur du traitement de données, participant aux accords, n'est pas habituellement repris dans les statistiques du secteur industriel mais bien dans le secteur des services. Leur consommation primaire d'énergie équivaut à 49,6 TWhp.

Le graphique ci-dessous reprend le nombre d'entités et l'évolution des consommations primaires des entités de 2014 à 2018.



A. Consommations d'énergie primaire et émissions de CO2

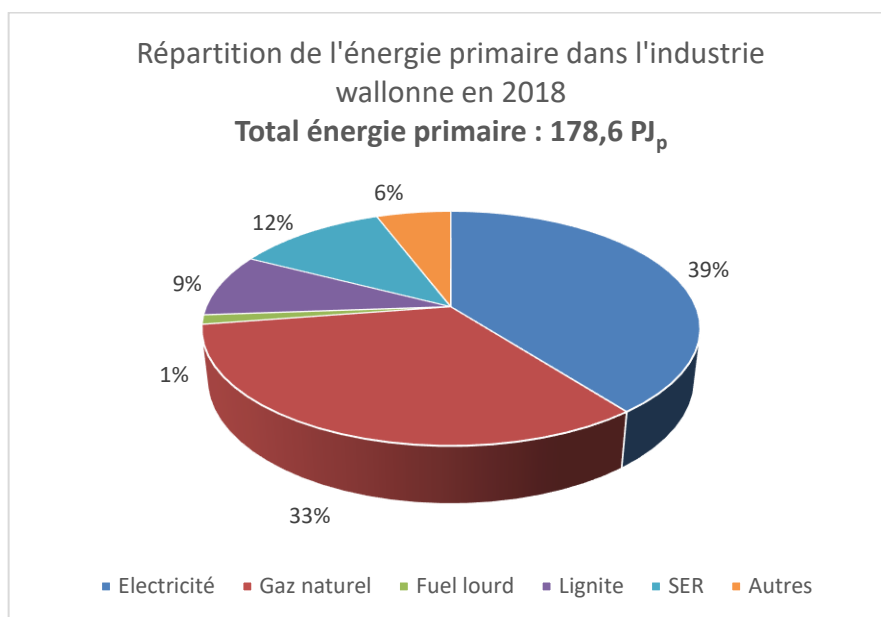
Pour l'année 2018, la consommation d'énergie primaire du secteur industriel wallon participant aux accords de branche s'élève à **178.572.357 GJp**.

Les émissions de CO2 s'élèvent à **9.511.524 Tonnes de CO2**.

Les différents vecteurs énergétiques pris en compte sont :

- L'électricité
- Le gaz
- Le fuel
- La lignite
- L'énergie renouvelable (électricité, chaleur...)
- Autres (chaleur fatale, déchets non renouvelable, solvants, ...)

Le graphe suivant présente la répartition de l'énergie primaire en 2018 :



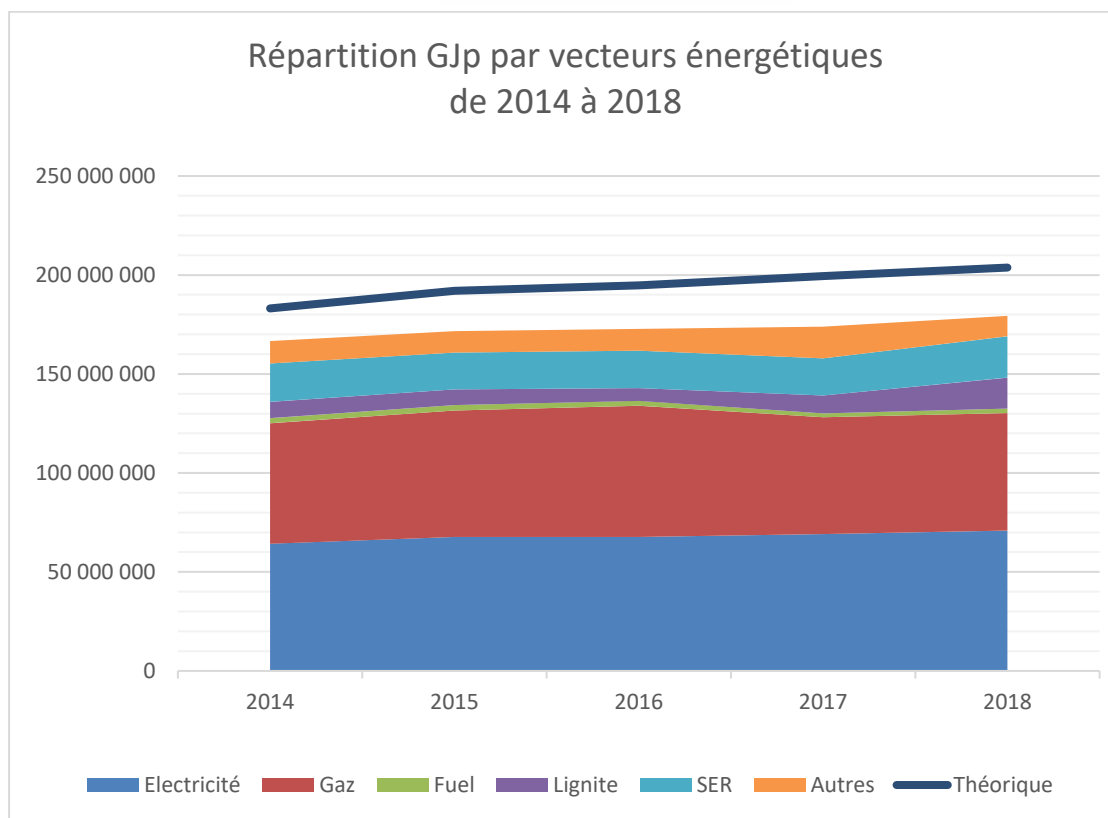
En 2018, gaz (33,1%) et électricité conventionnelle (39,5%) ont une contribution relativement équivalente dans l'apport en énergie (primaire) aux industries AdB. Ils représentent à eux deux 72,6% de la consommation d'énergie primaire totale du secteur industriel.

Notons qu'une partie de l'énergie produite de manière renouvelable est électrique et non comptabilisée dans l'électricité. L'énergie produite par « récupération » (chaleur fatale, déchets non renouvelable, solvants, ...) est valorisée à hauteur de 5,8 %.

La consommation de lignite est non négligeable soit 8,7% de la consommation totale d'énergie. Elle est utilisée par les cimentiers, les chaufourniers et les sidérurgistes.

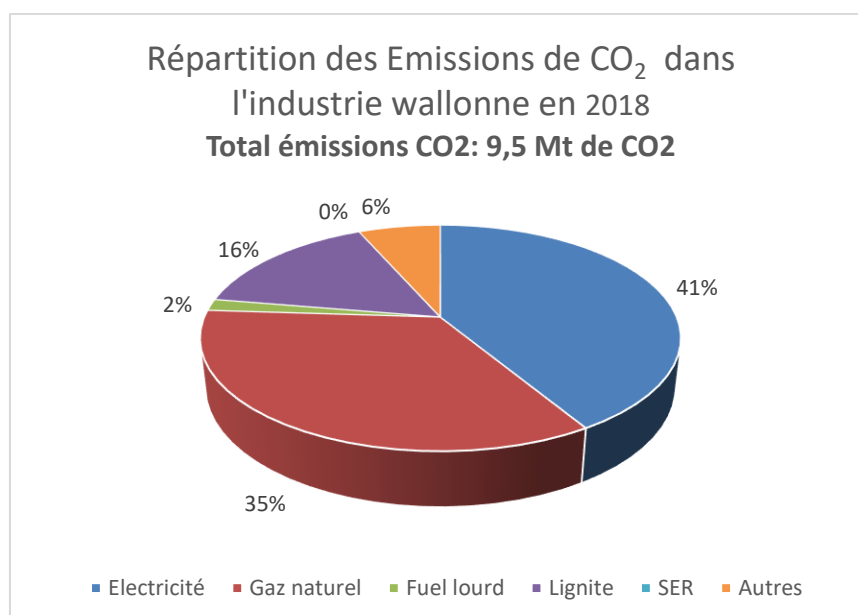
Les énergies renouvelables viennent ensuite (11,6%). Avec 1,3%, le fuel lourd a pratiquement disparu dans ces accords de branche de 2^{nde} génération.

Le graphique suivant, outre le fait de distinguer l'importance de la consommation de chacune des énergies, permet de percevoir la différence entre les consommations totales réelle et théorique. Rappelons que la consommation théorique représente ce qu'aurait consommé une entreprise avec les volumes d'activités actuels mais les équipements de 2005.

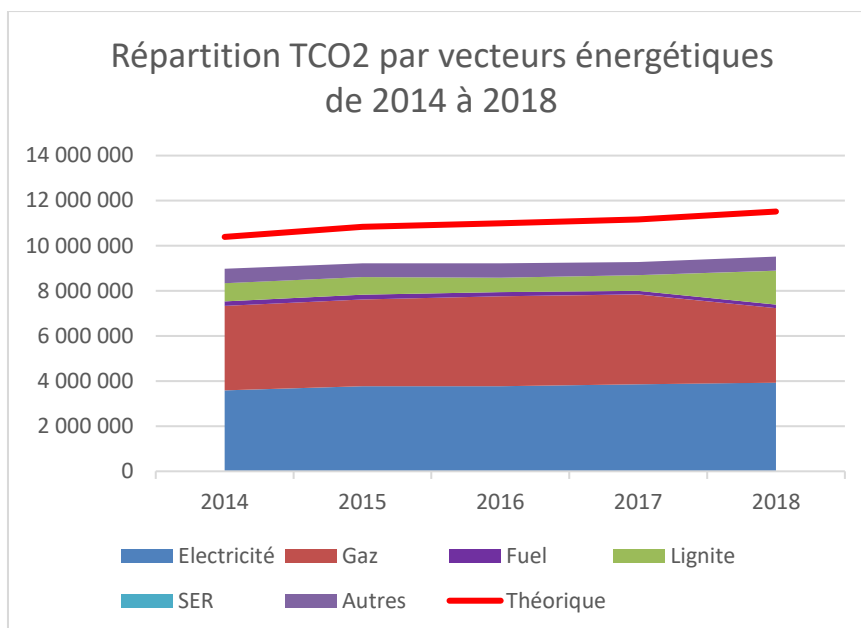


B. Emissions de CO₂

Les émissions de CO₂ s'élèvent à 9.511.424 Tonnes de CO₂. Rappelons que les énergies renouvelables (PV, éolien et biomasse) sont réputées conventionnellement ne pas émettre d'émissions de CO₂.



L'électricité et le gaz représentent ensemble 76,0 % des émissions de CO₂ du secteur industriel wallon.ADB2.



C. Indices d'amélioration de l'efficacité énergétique (AEE) et d'amélioration de la réduction d'émissions de CO₂ (ACO₂)

Les engagements contractuels sont formalisés dans les indices d'amélioration de l'efficacité énergétique (AEE) et d'amélioration de l'efficacité en réduction d'émissions de CO₂ (ACO₂).

L'indice AEE est le rapport entre deux nombres : le numérateur est la somme des énergies entrant dans le périmètre pendant l'année 2018 et le dénominateur est l'énergie théorique (référence ajustée) pour l'année 2018. Cette énergie de référence prend en compte les consommations spécifiques de l'année de référence (2005-fixée par convention). Ces consommations spécifiques de l'année de référence ont été déterminées par l'audit global initial réalisé par chacune des entreprises.

Ces consommations spécifiques sont ajustées en fonction des indicateurs d'activité, des paramètres climatiques et des événements de l'année 2018.

Les indicateurs d'activité sont généralement les volumes de production, des temps de charge à vide pour le procédé et des surfaces ou des volumes normalisées pour le bâtiment.

L'indice ACO₂ est construit sur le même schéma. Le calcul des indices de performances des ADB2 est ainsi basé sur le suivi annuel de plus de 3500 indicateurs d'activités.

Pour plus de détails, le lecteur est renvoyé aux chapitres correspondants de la note méthodologique diffusée sur le site portail de l'énergie².

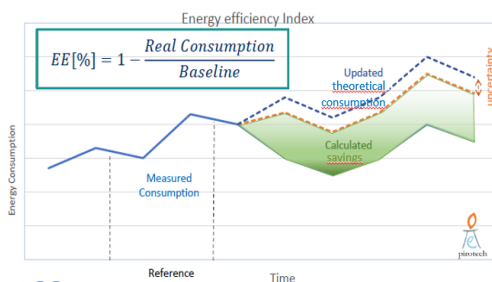
² <https://energie.wallonie.be/fr/accords-de-branche.html?IDC=6152>

Et un petit dessin valant parfois mieux qu'une longue explication, voici le schéma explicitant le principe de référence (modélisation) évolutive en fonction de l'activité et du monitoring de l'amélioration.

VA Monitoring & Verification frame

27/01/2022
20

Energy/Emissions Performance indexes calculation



$$AEE(Y_n/Y_{ref}) = 1 - \frac{\text{Actual PEC}(Y_n)}{\text{Theoretical PEC}(Y_n)}$$

$$\text{ThPEC} = \sum_{i=1}^n S \text{ Cons}_i^{\text{ref}} \times \text{IA}_i$$

$$ACO2(Y_n/Y_{ref}) = 1 - \frac{\text{Actual CO2}(Y_n)}{\text{Theoretical CO2}(Y_n)}$$

$$\text{ThCO2} = \sum_{i=1}^n S \text{ emi}_i^{\text{ref}} \times \text{IA}_i$$



Conjunctural & structural corrections allow impact effects decomposition

⇒ follow industrial production life changes

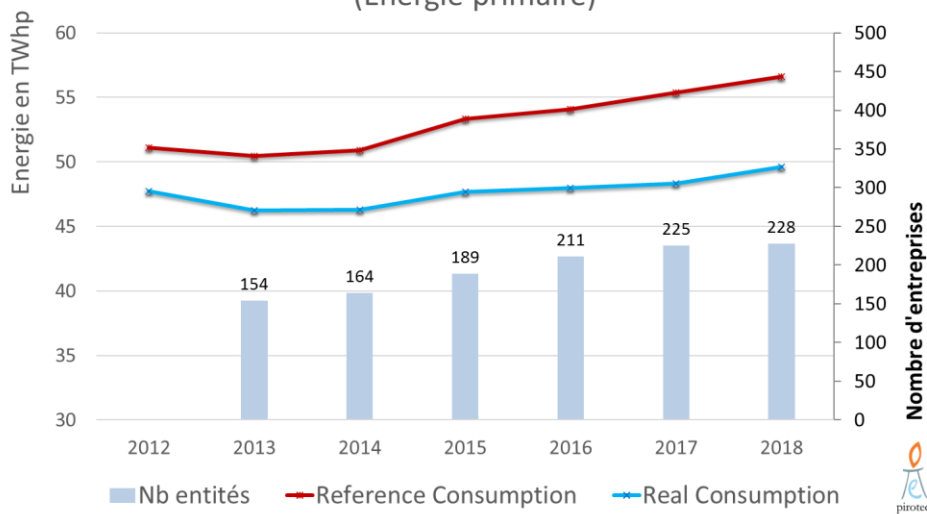
⇒ identify externalities and take them out of EE monitoring



Service public de Wallonie territoire logement patrimoine énergie



Evolution des consommations en ADB2 (Energie primaire)



Présentation des résultats AEE 2018 :

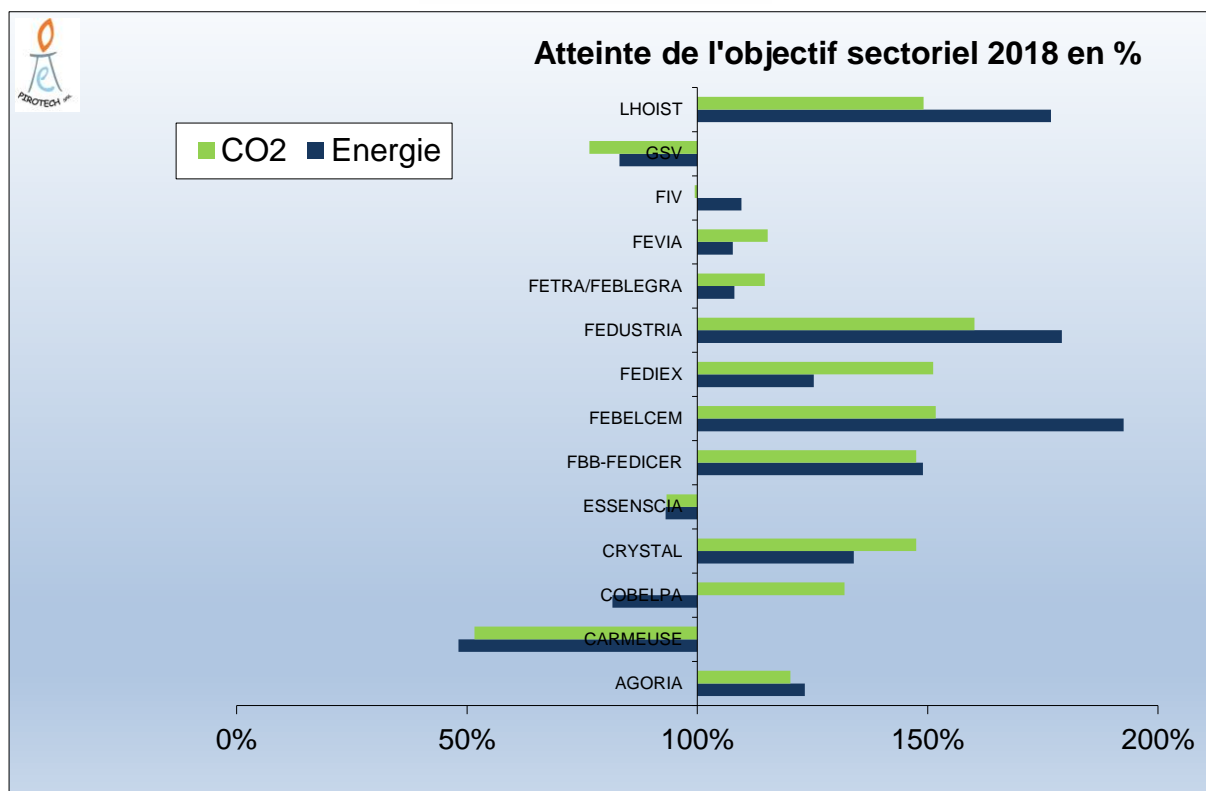
Les résultats AEE réalisés en 2018 sont à comparer aux objectifs déterminés pour l'année 2020. Le tableau ci-dessous reprend les objectifs déterminés pour 2020 pour l'AEE et ACO2.

2018	Objectifs 2020		Réalisé 2018	
Fédérations	AEE	ACO2	AEE	ACO2
AGORIA	21,9%	23,3%	27,0%	28,1%
CARMEUSE	3,4%	4,3%	1,6%	2,2%
COBELPA	12,2%	29,0%	10,0%	37,3%
CRYSTAL	1,5%	1,5%	2,0%	2,2%
ESSENSCIA	12,4%	15,2%	11,5%	14,4%
FBB-FEDICER	8,8%	9,0%	13,2%	13,3%
FEBELCEM	2,9%	11,9%	5,7%	18,0%
FEDIEX	12,8%	11,0%	15,7%	16,2%
FEDUSTRIA	6,9%	9,6%	12,4%	15,4%
FETRA-FEBELGRA	22,8%	23,0%	24,6%	26,4%
FEVIA	18,0%	22,8%	19,4%	25,7%
FIV	13,1%	23,3%	15,3%	23,4%
GSV	12,6%	15,1%	10,5%	11,6%
LHOIST	8,6%	9,4%	15,2%	14,0%
WALLONIE	11,5%	15,9%	12,4%	17,4%

Le changement de périmètre (entrées/sorties d'entités) de certaines fédérations a forcément un impact sur les objectifs concaténés de celles-ci, qui peuvent dès lors bouger d'année en année. Pour Crystal, la révision à la hausse des objectifs à l'horizon 2020 (de 0,2% à 1,5%) a été actée en comité directeur au vu des résultats obtenus. La révision des objectifs 2020 de GSV est quant à elle liée à la scission d'Arcelor Mittal et a également été actée en comité directeur.

Les indices d'amélioration présentés de cette manière ne sont intéressants que pour la comparaison au sein d'un même secteur et pas pour des comparaisons intersectorielles.

Si on ramène chaque objectif à 100% pour pouvoir visualiser de façon uniforme l'écart des différentes fédérations par rapport à leur objectif 2020, les résultats 2018 se présentent sous la forme de la figure suivante où, si les performances d'un secteur se situent à droite du repère 100%, c'est que le secteur a dépassé ses objectifs. Si en revanche ses performances se situent à gauche, c'est qu'il n'a pas encore atteint son objectif.



Ceci permet de constater que, par rapport aux objectifs 2020, quatre fédérations n'ont pas encore atteint leurs objectifs et devraient encore s'améliorer : GSV, Essenscia, Cobelpa et Carmeuse.

A l'inverse, dix fédérations ont déjà atteint leurs objectifs par rapport aux objectifs 2020. Cette avance est de bon augure pour la suite, mais il faut noter que maintenir le résultat sur la durée représente déjà un effort certain (nécessitant investissements humains et OPEX).

La comparaison des écarts aux objectifs en énergie ou en CO2 permet de souligner que la situation des entreprises peut s'avérer fort différente en EE et CO2 en fonction des actions effectuées. En effet, les impacts EE et CO2 ne sont pas toujours alignés. Il est, par exemple, intéressant de constater que Cobelpa, dont les résultats en EE sont plutôt préoccupants, a bel et bien atteint son engagement CO2.

Pour plus de détails sur la situation particulière de chaque secteur, le lecteur est invité à parcourir chacune des synthèses remises par les fédérations correspondantes. Elles sont reprises en intégralité dans les annexes de ce rapport.

Répartition de l'énergie primaire et des émissions de CO₂ par secteur pour 2018 :

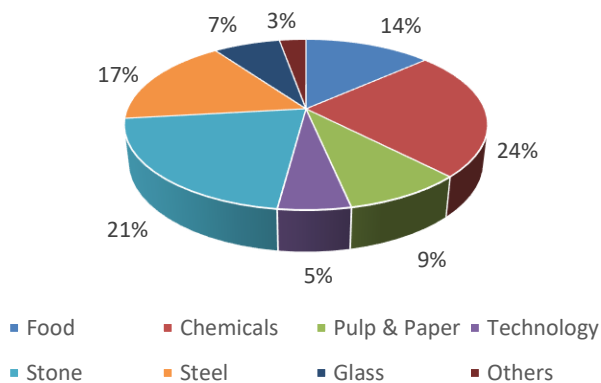
Tableau des secteurs et fédérations :

Secteurs	Fédérations
Food	Fevia
Chemicals	Essenscia
Pulp & Paper	Cobelpa, Fetra-Febelgra
Technology	Agoria + Crystal
Stone	Febelcem, Fediex, Carmeuse + Lhoist
Steel	GSV
Glass	FIV
Others	FBB-Fedicer, Fedustria

Le secteur « Others » regroupe la fédération des briques et céramiques et la fédération du bois, ameublement et textile.

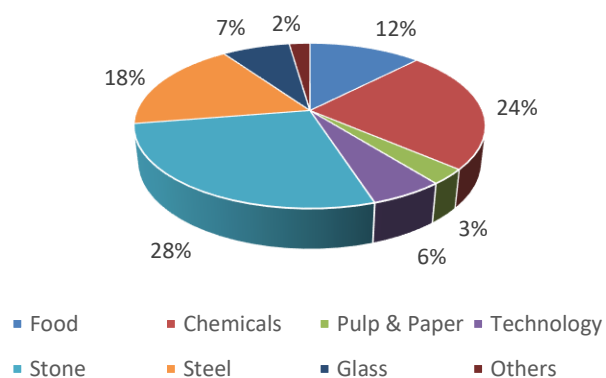
Répartition de l'énergie primaire dans l'industrie wallonne en 2018

Total énergie primaire : 178,6 PJ_p



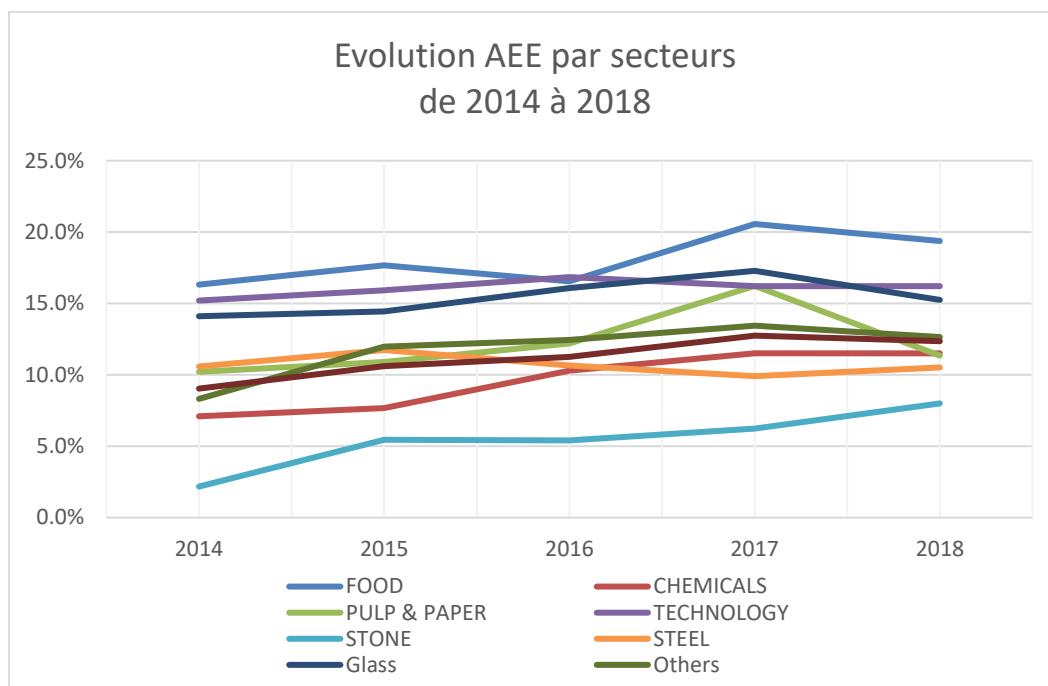
Répartition de l'émission de CO₂ dans l'industrie wallonne en 2018

Total émission : 9,5 MtCO₂

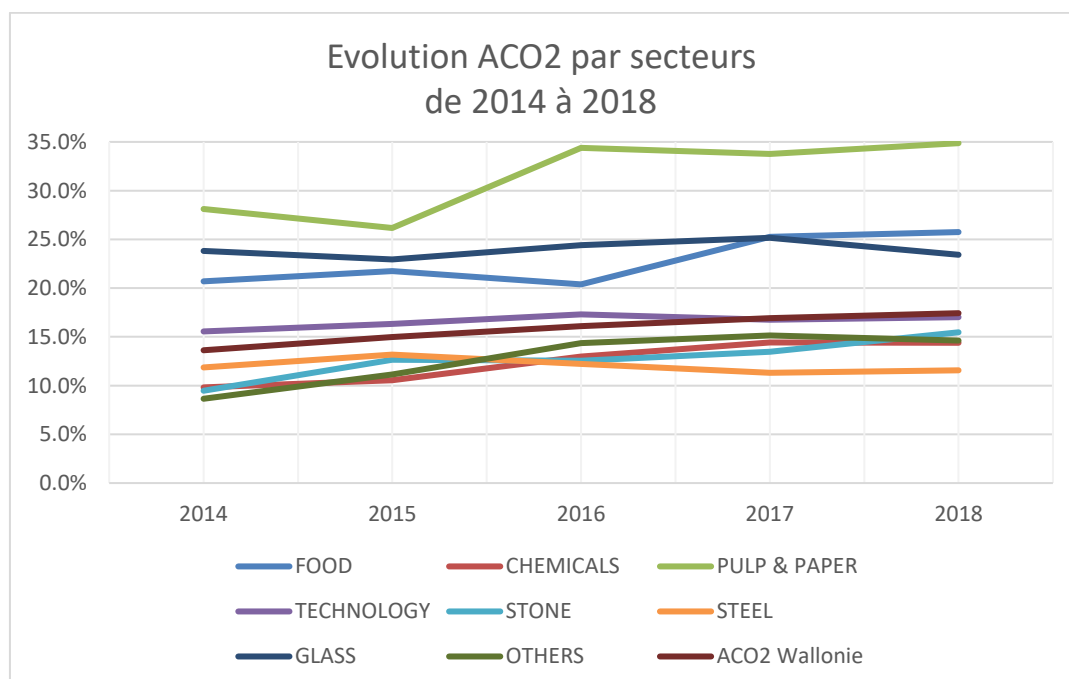


Ces graphiques sont à mettre en lien avec les graphiques sur l'évolution des indices AEE et ACO₂ du point suivant.

Evolution des indices AEE et ACO₂ par secteurs depuis 2014



L'amélioration énergétique de 2014 à 2018 est très différente d'un secteur à l'autre. Les faits saillants 2018 sont le constat d'une stagnation ou même d'un repli (important pour le papier, plus léger pour l'alimentation, la céramique et l'industrie du bois) des indices d'amélioration par rapport aux très bons résultats 2017. Les seuls indices à s'améliorer sont ceux du secteur carrier (fortement) et de l'acier (dans une moindre mesure).

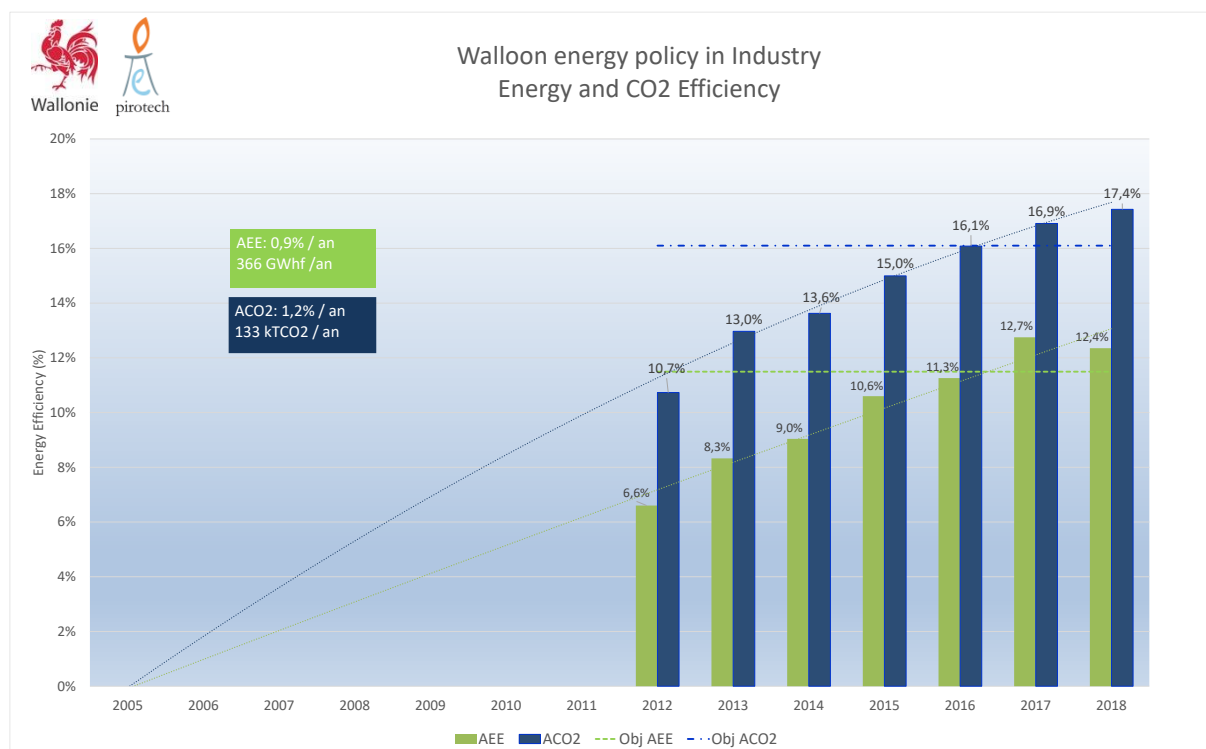


L'évolution des AEE et ACO₂ peut parfois être très différentes pour certains secteurs. Prenons l'exemple des secteurs Pulp & Paper et Food dont la diminution du AEE 2017 à AEE 2018 est

significative alors que les améliorations de 2018 ont pourtant dû être très favorables à la réduction d'émissions de CO₂. En effet, la valeur de l'ACO₂ continue à augmenter (même légèrement) d'une année à l'autre depuis 2014.

De plus, les améliorations du secteur Pulp & Paper sont particulièrement réductrices d'émissions de CO₂.

Consolidation des résultats pour la Wallonie :



En 2018, les entreprises en accords de branche ont économisé ensemble 25.166.622 GJ d'énergie primaire par rapport à leur situation 2005. C'est un résultat en léger repli par rapport à l'excellent résultat de 25.421.730 GJ primaires en 2017. C'est donc la première année que les accords de branche ne peuvent contribuer positivement par une économie additionnelle au mécanisme d'obligation en efficacité énergétique wallon tel qu'imposé par l'article 7 de la directive EED 2012/27/EU.

Au niveau du CO₂, les résultats continuent cependant de progresser avec une économie globalisée depuis 2005 de 2,0 Mt de CO₂.

Pour atteindre ces résultats en 2018, les entreprises adhérentes ont mis en œuvre 336 projets. Depuis 2005, 3.854 améliorations ont été mise en œuvre, pour un investissement global de 742,5 M€ (CAPEX).

Globalement, depuis 2005 jusqu'à 2018, les accords de branche ont permis à la Wallonie d'économiser 5,3 TWh d'EE finale pour une conso finale de l'industrie de 40 TWh inscrits au bilan « industrie » 2018, couvrant 31,8 % de la consommation finale et globale wallonne.

Les résultats des plans d'actions pour l'année 2018 sont :

2.018	Nombre de pistes	Investissements	Gpj économisés	Tonnes CO2 économisés
AGORIA	23	3.017.378	7.763	499
CARMEUSE	1	3.800.000	32.141	1.793
COBELPA	0	0	0	0
CRYSTAL	1	138.000	2.340	131
ESSENCIA	152	12.928.054	800.943	54.148
FBB-FEDICER	7	77.000	1.498	84
FEBELCEM	1	500.000	203.760	18.940
FEDIEX	35	4.574.572	21.314	1.780
FEDUSTRIA	26	778.870	9.877	602
FETRA-FEBELGRA	9	181.761	4.233	244
FEVIA	63	9.777.093	197.917	13.706
FIV	9	371.550	31.465	1.756
GSV	6	359.000	28.094	1.566
LHOIST	3	100.000	1.260	70
Wallonie	336	36.603.278	1.342.605	95.319

336 pistes ont été réalisées en 2018. Elles auraient théoriquement dû permettre une économie de 1.342.605 GJp et une réduction de 95.319 Tonnes d'émission de CO₂ pour un investissement global d'environ 36,6 M€. On ne constate cependant pas cette économie additionnelle annuelle dans l'évolution des indicateurs mesurés, qui stagnent par rapport à l'année précédente.

D. Estimation des investissements et des contreparties financières

Les chiffres annoncés dans la suite du rapport seront relativisés et les comparaisons trop faciles devront être évitées. Les éléments suivants doivent en effet être pris en compte :

- Le prix de l'électricité en Wallonie est plus élevé que celui pratiqué dans les régions et pays limitrophes.
- Les avantages financiers accordés aux entreprises sont liés à la participation volontaire à un accord de branche et par conséquent à des obligations de résultats, en efficacité énergétique et en réduction d'émissions de CO₂, contrairement aux avantages financiers accordés par les régions et pays limitrophes.
- Des investissements ponctuels, partie intégrante d'une stratégie plus globale des entreprises, ne seront déployés qu'une seule fois sur la période des accords. Ces investissements auront des impacts sensibles sur les indices AEE et ACO₂ ou FSER et FdSER.
- Les réductions accordées sont des montants que les entreprises ne doivent pas consentir via leurs factures d'électricité et plus accessoirement de gaz naturel.

Par conséquent, l'action « accord de branche » tout en ajoutant une contrainte énergétique et environnementale supplémentaire aux entreprises participantes permet aux entreprises d'améliorer leur niveau de compétitivité dans le temps et de disposer de ces capitaux pour investir en Wallonie.

Investissements

La réussite des accords se mesure par l'atteinte des objectifs sectoriels. Les actions d'économie d'énergie et de CO₂ sont suivies à titre indicatif mais seul compte l'atteinte de l'objectif contractuel. Les entreprises peuvent par conséquent investir dans des pistes non retenues lors de l'audit initial ou dans de nouvelles pistes liées à l'évolution de l'entreprise et des technologies qu'elles mettent en œuvre.

Le tableau suivant montre la répartition des investissements pour la réalisation des pistes d'amélioration par secteur pour l'année 2018 :

2018	Nombre de pistes	Investissements
Food	63	9.777.093
Chemicals	152	12.928.054
Pulp & Paper	9	181.761
Technology	24	3.155.378
Stone	40	8.974.572
Steel	6	359.000
Glass	9	371.550
Others	33	855.870
Wallonie	336	36.603.278

Réduction certificats verts (CV)

La CWaPE dresse annuellement le bilan de la réduction CV. Les considérations suivantes sont des extraits du rapport « L'évolution du marché des CV – rapport spécifique 2018 ».

Les réductions de quota de CV sont appliquées aux entreprises formant une entité géographique et technique au sens des accords de branche. Pour bénéficier de cette réduction, 2 conditions doivent être remplies :

1. Avoir signé un accord de branche ;
2. Introduire chaque trimestre, par le biais du fournisseur de l'entité, une attestation à la CWaPE dans les délais légaux imposés.

Ces conditions sont vérifiées chaque trimestre et si l'une d'entre elles n'est pas remplie, aucune réduction n'est accordée.

Les réductions de coûts bénéficiant au client final doivent être répercutées directement par les fournisseurs sur chaque client final qui en est à l'origine. Le tableau ci-dessous donne une estimation de l'économie ainsi obtenue par les fournisseurs au bénéfice de leurs clients finals en se basant sur le prix moyen du CV sur le marché en 2018, qui est de 65,94 EUR.

Les réductions 2018 pour les entités en accords de branche sont reprises ci-après³.

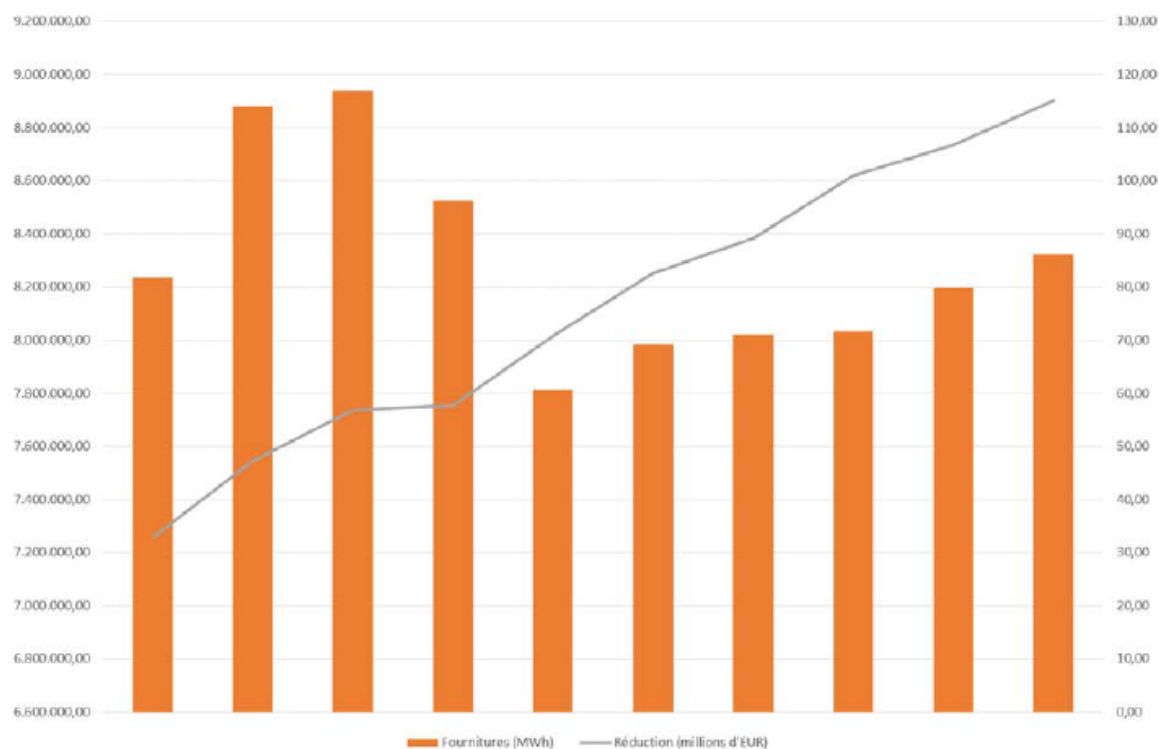
³ CWAPE, RAPPORT ANNUEL SPÉCIFIQUE 2018 SUR L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DES CERTIFICATS VERTS

TABLEAU 29 COÛT ÉVITÉ CORRESPONDANT À LA RÉDUCTION DE QUOTA DE CV – VENTILATION PAR SECTEUR

SECTEURS	Nbre d'entités	Fournitures (MWh)	Réduction (CV)	Réduction (EUR)
Technologie	1	531 648,82	150 970,92	9 955 022,73
Transport	2	573 026,09	161 950,68	10 679 027,64
Sidérurgie	9	1 964 468,27	512 816,80	33 815 139,73
Cimenteries	2	528 840,81	131 730,14	8 686 285,50
Chimie	54	2 002 289,89	418 448,36	27 592 484,73
Carrières	17	443 243,06	72 882,91	4 805 898,89
Verre	13	522 916,90	80 806,74	5 328 396,63
Papier	4	136 982,04	20 097,83	1 325 250,58
Bois, textiles, ameublement	17	230 470,00	30 658,62	2 021 629,07
Chaux	2	70 199,72	8 947,90	590 024,59
Agro-alimentaire	68	831 546,60	105 131,68	6 932 383,24
Fabrications métalliques et électriques	35	358 982,03	38 938,41	2 567 598,49
Ind. Transform. Papier/cartons, Ind. Graphiques	11	83 879,66	7 860,35	518 311,15
Briques - céramiques	6	44 473,78	4 006,28	264 174,04
TOTAL	241	8 322 967,66	1 745 247,60	115 081 627,01

Le montant total ristourné aux entités en accord de branche est par conséquent d'une valeur de près de 115 millions € en 2018. Le graphique ci-dessous montre l'évolution temporelle de cette contrepartie

GRAPHIQUE 39 ÉVOLUTION DE LA FOURNITURE DES ENTITÉS EN ACCORD DE BRANCHE ET DES RÉDUCTIONS ACCORDÉES EN EURO



Exonération partielle de la surcharge « CV wallons »

Une exonération de 85% du premier terme de la surcharge OSP ELIA pour le financement des mesures de soutien aux énergies renouvelables est accordée aux entreprises accord de branche.

Les bénéficiaires de cette exonération partielle du premier terme s'acquittent cependant du deuxième terme de la surcharge, fixé depuis 2015 et jusque fin 2019 à 2,5495 €/MWh ⁴.

Sous certaines conditions (CODE NACE 01, 10 à 33 et 85 à 88), les entreprises non présentes dans les ADB2 bénéficient quant à elles d'un taux d'exonération s'élevant à 50%.

L'avantage des entreprises en Adb2 peut donc être estimé à 35%. Sur base du tableau ci-dessous (issus du rapport CV 2019), qui correspond à l'ensemble des exonérations à 50% et 85%, une estimation rapide ⁵de l'ordre de grandeur de l'avantage pour les entreprises en Adb2 en 2018 mène à environ 15M€.

	GW h exonérés	Montant (k€)
2013	3.297,66	45.203,30
2014	3.438,03	47.799,97
2015	3.468,56	42.111,65
2016	3.510,00	35.188,93
2017	3.578,95	36.396,04
2018	3.571,98	36.657,54

Exonération partielle de la surcharge Elia des CV wallons

Réduction des cotisations fédérales sur l'électricité et le gaz naturel

La dégressivité de la cotisation fédérale du gaz naturel est appliquée à tous les clients finaux consommant plus de 20 GWh.

Les entreprises engagées dans les ADB2 bénéficient, en fonction de leur consommation⁶, d'une dégressivité sur les cotisations fédérales d'électricité ainsi que sur les obligations de service public (OSP) fédérales liées aux éoliennes offshore. Ces mêmes dégressivités sont également accordées automatiquement à certaines entreprises des façons suivantes :

- En cas d'absence d'accord de branche dans un secteur, la dégressivité s'applique automatiquement aux entreprises présentes dans ce secteur.
- En cas d'accord de branche dans un secteur, une dégressivité est tout de même accordée aux entreprises non engagées à condition qu'elles présentent une consommation totale de combustibles et d'électricité inférieure à 0,1 PJp.

⁴ Pour plus de détails, voir <https://energie.wallonie.be/servlet/Repository/lignes-directrices-exoneration-partielle-surcharge-cv-2018.pdf?ID=55185>

⁵ Simple règle de 3 entre 85% et 35%, en supposant la part des entreprises hors Adb à 50% faible dans les montants du tableau (ce qui mène donc à surestimation de l'avantage), et en retirant l'avantage 2019 que certaines entreprises doivent rembourser en vertu du respect des aides d'état.

⁶ https://www.creg.be/fr/professionnels/fourniture/cotisation-federale#h2_2

Par ce constat, il semble important de souligner que ces exonérations ne sont donc pas spécifiques aux ADB2.

Réduction des accises sur le gaz naturel

Depuis 2016, le SPF Finances Douanes et Accises octroie aux entreprises participant aux accords une réduction de la cotisation énergie des accises sur le gaz naturel utilisé comme combustible dans une consommation professionnelle (hors cogen et hors matière première).

L'accise « globale » comprend : le droit d'accise, le droit d'accise spéciale et la cotisation sur l'énergie. Les deux premiers étant à 0%, c'est la cotisation sur l'énergie qui détermine le montant de l'accise. Le taux habituel étant depuis 2016 de 0,9978 et le taux « accord de branche » de 0,54⁷, la différence est donc de 0,4578 EUR par MWh.

Grâce à cette réduction, les entreprises en ADB ont pu économiser 6,5 M€ en 2018, soit un total cumulé de 19 M€ entre 2014 et 2018.

Subsides pour les études

Subsides AMURE

Le programme AMURE est régi par l'arrêté du GW du 27 février 2014.

De manière générale, le programme AMURE octroie une aide financière à toutes les PME en subsidiant soit un audit énergétique soit une étude de pré faisabilité permettant d'évaluer la pertinence d'un investissement ou d'élaborer un plan d'amélioration de l'efficacité énergétique. Le taux d'aide est conditionné à la taille de l'entreprise (60% pour les moyennes entreprises, 70% pour les petites).

Les entreprises (Grandes Entreprises et PME) participant aux ADB2 sont également éligibles aux subventions AMURE lors de la réalisation d'audits énergétiques (audit global, partiel ou de suivi) ou d'études (pré faisabilité et faisabilité). Le taux d'intervention publique est de 50% des coûts (avec un bonus supplémentaire de 10% pour une moyenne entreprise et 20% pour une petite entreprise.)

Les fédérations impliquées dans les ADB2 bénéficient également d'une subvention de 100% (avec un plafond de 80 k€) pour les frais de suivi des entreprises adhérents à l'ADB2, ainsi que la réalisation de la roadmap sectorielle.

⁷ Conformément aux règles sur les aides d'état, le 0.54 correspond au minimum européen imposé

Tableau de synthèse :

Bénéficiaire ?	Matière soutenue ?	Taux subsides
Grande entreprise en ADB	Audit global, partiel, de suivi Etude de préféabilité et faisabilité SER	50%
Moyenne entreprise en ADB	Audit global, partiel, de suivi Etude de préféabilité et faisabilité SER	60%
Petite entreprise en ADB	Audit global, partiel, de suivi Etude de préféabilité et faisabilité SER	70%
Fédérations en ADB	Frais de suivi de l'ADB, roadmap 2050	100% plafond 80k€

En 2018, les entreprises en accords de branche ont reçu 1 M€ (dont 0,5 M€ aux fédérations pour leur encadrement).

Subsides CO₂ mapping

Les entreprises prenant part aux ADB2 ont pour obligation de réaliser une étude carbone de leur site de production ou de leur(s) produit(s) phare, appelée également "Mapping CO₂". La subvention partielle⁸ de cette étude par l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) est réalisée à hauteur de 50%, avec un plafond s'élevant à 10.000€.

Tableau de synthèse générale pour 2019

Contreparties	Montant pour l'année 2018
Réduction certificats verts (CV)	115 M €
Exonération partielle de la surcharge "CV wallons"	15 M €
Réduction des accises sur le gaz naturel	6,5 M €
Subsides AMURE	1 M€

⁸ <http://awac.be/index.php/guichet-technique/accords-de-branches>

E. Indices FSER et FdSER, études de pré faisabilité et de faisabilité renouvelables

Concernant le renouvelable, les conventions prévoient uniquement des obligations d'études et de suivi des indices.

Néanmoins, l'évolution de la pénétration du renouvelable dans les industries participantes aux accords est suivie grâce aux indices FSER et FdSER.

Indices FSER et FdSER

L'indice FSER est le rapport entre l'énergie finale produite à partir de renouvelable ayant pour origine le périmètre de l'entité en accord de branche et l'énergie finale totale consommée par l'entité. Il s'agit de valoriser le renouvelable autoproduit et exporté.

L'indice FdSER est le rapport entre l'énergie finale produite à partir de renouvelable consommée au sein du périmètre de l'entité en accord de branche et l'énergie finale totale consommée par l'entité. Il s'agit de mesurer la contribution de l'entité au développement du renouvelable de toutes origines. En particulier, l'électricité verte achetée à un fournisseur vert est comptée dans cet indice-ci.

Pour l'année 2018, les indices sectoriels atteignent les valeurs suivantes :

2018	FSER	FdSER
AGORIA	0,3%	6,5%
CARMEUSE	3,7%	3,7%
COBELPA	79,5%	79,5%
CRYSTAL	0,5%	81,7%
ESSENSCIA	0,3%	2,7%
FBB-FEDICER	0,2%	0,2%
FEBELCEM	24,1%	25,3%
FEDIEX	0,9%	5,3%
FEDUSTRIA	48,3%	48,4%
FETRA-FEBELGRA	1,0%	4,0%
FEVIA	15,2%	21,3%
FIV	0,1%	0,1%
GSV	0,0%	6,7%
LHOIST	1,5%	1,5%
Wallonie	15,13%	19,11%

Les entreprises en accords de branche présentent une indépendance énergétique pour 15,1 % des énergies qu'elles consomment.

Les entreprises en accords de branche contribuent au développement de la filière renouvelable à hauteur de 19,1% de leurs consommations.

Etudes de faisabilité renouvelables

Les nouvelles entités voulant entrer dans un accord de branche doivent évaluer la faisabilité technique et économique de filières d'énergies renouvelables. Cet engagement correspond à une obligation de moyens, c'est-à-dire l'obligation de mener à bien des études.

Trois étapes successives et corrélées sont prévues :

1. Analyse de faisabilité technico-économique dans le cadre d'audit approfondi préalable à l'entrée de l'entité dans l'accord de branche « Scans ».
2. Réalisation de trois études de préfaisabilité.
3. Réalisation d'une étude de faisabilité.

Les 9 filières pour les scans sont :

- Biomasse sèche
- Biomasse humide
- Cogénération biomasse
- Photovoltaïque
- Solaire thermique
- Eolien
- Hydroélectricité
- Valorisation de l'énergie géothermique de grande profondeur
- Pompes à chaleur

L'étude de préfaisabilité a pour objectif de permettre aux entreprises d'évaluer la pertinence d'un investissement en matière d'énergie renouvelable en examinant les caractéristiques principales techniques, énergétique et économique, les contraintes légales éventuelles ainsi que la rentabilité. Ces études de préfaisabilité sont réalisées de manière à pouvoir déterminer la filière qui représente le plus grand potentiel et/ou la plus grande chance de mise en œuvre. Elle comporte tous les éléments permettant de faire le choix le plus pertinent pour la réalisation de l'étude de faisabilité.

L'étude de faisabilité doit permettre de dimensionner de manière précise un type ou une marque spécifique d'équipement dans le cadre d'un investissement visant à recourir à l'usage d'énergies renouvelables ou à la cogénération biomasse de qualité et aboutissant à la rédaction des prescriptions techniques d'un cahier des charges.

La méthodologie prévoit des dispenses d'études pour les entités exploitant déjà une énergie renouvelable ou si les études de préfaisabilités démontrent des temps de retour excessifs. Les nouveaux entrants sont soumis aux mêmes obligations de moyens avec les mêmes délais que ceux entrés au 1 janvier 2014.

Toutes les études des actuels acteurs des ADB2 ont été réalisées depuis 2017. Pour 2019, il y a eu un seul nouvel entrant dans les accords et il était déjà en ordre dans la réalisation de ces études.

F. Mapping CO2

A la suite de l'exercice de mapping CO2 et de brainstorming CO2, les entités et les secteurs ont rapportés les données relatives à des actions mises en place en dehors du strict périmètre des entités. L'indicateur d'amélioration du mapping CO2 « AMCO2 » quantifie les tonnes de CO2 évitées par des actions mises en place sur une ou plusieurs étapes du cycle de vie du (des) produits de l'entité, en dehors du strict périmètre de cette entité, rapportées aux émissions de CO2 totales théoriques de l'entité. Cet indicateur reprend donc entre autres les aspects liés au transport des marchandises et des personnes. Le dénominateur de cet indice représente les émissions théoriques de l'entité, c'est-à-dire les émissions qui auraient eu lieu sur cette entité si l'entreprise n'avait pas mis en oeuvre les pistes d'amélioration que l'audit initial avaient identifiées (remarque : étant donné cette définition, la valeur de l'indicateur dépend de la production). Il est donc identique au dénominateur de ACO2.

L'indice AMCO2 estime les émissions évitées grâce à la mise en oeuvre des projets identifiés en dehors du périmètre de l'entreprise, rapportées aux émissions (théoriques) de l'entité. Il peut dans certains cas atteindre des valeurs très élevées. Il montre alors dans ce cas que l'entreprise, par une re-conception de son produit ou de ses voies d'approvisionnement, peut générer des réductions d'émissions bien plus importantes que ce qu'elle pourrait obtenir en se limitant à réduire les émissions de son entité.

Les résultats par secteur sont les suivants.

Fédérations	AMCO2 2018		
	Brainstorming	TCO2	%
AGORIA		780.046	207,8%
CARMEUSE			0,0%
COBELPA		6.086	1,8%
ESSENSCIA		925.619	34,8%
FEBELCEM			0,0%
FBB-FEDICER		1.757	1,9%
FEDIEX	305.251	11.564	4,6%
FEDUSTRIA		31.936	19,6%
FETRA-FEBELGRA	34.039	42.623	43,8%
FEVIA	219.092	128.718	8,2%
FIV		2.858	0,3%
GOOGLE		12	0,0%
GSV		863.730	45,0%
LHOIST		1.593	0,2%
Wallonie	558.382	1.932.800	

Rappelons que les obligations portent sur la réalisation d'une étude de mapping et sur l'établissement de réflexions sur des pistes d'améliorations. Nous pouvons néanmoins constater que certaines entreprises ont investi avec des impacts très variables sur l'indicateur.

Liste des annexes

AGORIA	Industrie technologique
CARMEUSE	Chaux et pierres
COBELPA	Production de pâtes, papiers et cartons
CRYSTAL COMPUTING	Centre de données
ESSENSCIA	Chimie
FBB-FEDICER	Briques et céramiques
FEBELCEM	Ciments
FEDIEX	Extraction et transformation de roches non combustibles
FEDUSTRIA	Textile, Bois et ameublement
FETRA-FEBELGRA	Transformation de papiers et cartons, Industrie graphique
FEVIA	Alimentaire
FIV	Verre
GSV	Sidérurgie
LHOIST	Chaux